



Manifesto2009

Renforcer l'Europe sociale dans une stratégie de Lisbonne après 2010

La présente communication vise à constater un certain nombre de déficits actuels de l'Europe sociale et propose des priorités pour renouveler la stratégie de Lisbonne, centrées entre autres sur l'affirmation de la cohésion et de la justice sociale, la stabilité politique, la consolidation de la démocratie en Europe centrale et de l'Est, et le dynamisme économique dans l'Union Européenne (UE).

Développer et utiliser pleinement les ressources humaines européennes

Le plein emploi, un emploi productif et de haute qualité sont des objectifs clés dans l'UE. Malgré la création nette de postes de travail, chômage total, celui de longue durée, et sous-emploi persistent à un niveau significatif. En 2006, dans les 27 pays de l'UE, le chômage total atteignait 8 % en moyenne, et celui des jeunes était de 17 %. La grande majorité des pays membres sont encore loin du taux d'emploi fixé à 70% à l'horizon 2010. De plus, on observe une expansion de l'emploi clandestin et des formes diverses de travail atypique, y compris le travail à temps partiel non-choisi, les contrats temporaires ou de courte durée, et le travail sous-payé ou plus généralement précaire. Trop d'élèves ne finissent pas l'école et beaucoup d'entre eux ont des difficultés à entrer sur le marché du travail. La formation professionnelle initiale et la formation des adultes sont insuffisantes, notamment pour les travailleurs les moins qualifiés.

L'Europe doit renforcer son capital de ressources humaines, en termes de quantité et de qualité. Le taux d'emploi, qui est faible dans la majorité des pays membres par rapport aux Etats-Unis et aux pays nordiques, doit s'accroître par augmentation de l'emploi des jeunes, du groupe d'âge 55 à 64 ans, et des femmes. Il faut sensiblement renforcer l'investissement dans l'éducation générale et professionnelle (y compris par internet), ainsi que dans une politique active du marché du travail. On devrait garantir à tous l'éducation tout au long de la vie. Il faut inverser la tendance du travail précaire et stopper l'augmentation du stress au travail afin de préserver la santé et l'efficacité des travailleurs.

Protéger les droits des travailleurs, des usagers et des consommateurs

Le respect des droits des travailleurs conformément aux normes internationales du travail est essentiel pour le modèle social européen. En réalité, des déficits majeurs existent quant à la mise en œuvre de ces droits, notamment des droits fondamentaux reconnus par de l'Organisation Mondiale du Travail (OIT). Par exemple, la Convention sur l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale n'est pas partout respectée. Les organisations des travailleurs ou d'employeurs se sont affaiblies et le taux de couverture des accords collectifs diminue, mettant en péril la liberté syndicale et le droit de négociation collective. Dans beaucoup de pays membres, le niveau des prestations de la sécurité sociale a été réduit. Dans de nombreux Etats, la réglementation de la protection de l'emploi et celle de la sécurité sociale sont souvent mal appliquées. Il n'existe toujours pas de politique des revenus au niveau européen, ni de salaire

minimum dans tous les pays. Les consommateurs sont souvent à la merci des prix élevés dans des marchés monopolistiques et ils n'ont pas suffisamment d'information pour augmenter leur pouvoir d'achat.

L'UE doit lancer une nouvelle initiative pour mettre en œuvre partout des normes sociales minimales en matière de protection sociale, de logement, et d'éducation. Pour cela, il est capital de rétablir et de renforcer les organisations de travailleurs et d'employeurs, les comités d'entreprise et de revitaliser le dialogue social bipartite et tripartite. La protection des usagers et des consommateurs doit également être renforcée, et les organisations d'usagers et de consommateurs devront participer au dialogue social. Les partenaires sociaux devront obtenir un droit de consultation concernant la politique monétaire et fiscale au plan européen. Pour fixer sa politique monétaire, la Banque centrale européenne devrait adopter la croissance économique et le plein emploi comme objectifs au même titre que la stabilité des prix.

Combattre la pauvreté et les inégalités

Dans la majorité des Etats Membres de l'UE, y compris les plus riches, la pauvreté a augmenté. En moyenne, 16 % de la population totale, et 7 % de la main-d'œuvre, sont exposés au risque de pauvreté. On observe également de sérieux problèmes liés à la qualité de l'emploi : expansion du travail clandestin, sans protection des travailleurs et expansion de différentes formes de travail atypique (à titre d'exemples : temps partiel non choisi, contrats temporaires, travail intérimaire, travail précaire, travail stressant, travail pseudo indépendant, etc.).

Il faut faire des efforts tous ensemble pour combattre la pauvreté et les inégalités parce qu'elles menacent profondément la paix et la cohésion sociale. Il faut d'abord améliorer la protection sociale pour les travailleurs sous de nouvelles formes d'emploi, comme le télétravail, qui est souvent de nature indépendante et précaire. Ces travailleurs ont au moins besoin d'un filet social complémentaire qui doit leur permettre de vivre dans des conditions décentes. Il faut corriger les différences excessives dans la répartition des revenus par une stratégie européenne de la fiscalité concernant les revenus et par davantage de coopération et d'échange d'informations entre les autorités nationales. La concurrence destructrice entre entreprises doit être supprimée par une politique fiscale touchant aux bénéfices des sociétés dans toute l'Europe. Ensuite, il faut éliminer les diverses formes de discrimination. Les disparités des chances au travail entre les sexes peuvent être réduites par une politique privée et publique de l'emploi favorable à la famille, comprenant le développement des crèches et des établissements pour personnes âgées, le congé parental, la scolarité à plein temps, et une flexibilité du temps de travail répondant aux besoins des familles.

Œuvrer pour une politique commune d'immigration

La proportion de la population et de la main-d'œuvre européenne d'origine étrangère est maintenant significative. Par suite de l'élargissement récent de l'UE, la migration des travailleurs de l'Europe orientale vers l'Europe occidentale s'est considérablement accrue. Toujours plus de gens d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine veulent aussi venir en Europe. L'immigration clandestine, les trafics de main-d'œuvre ainsi que le travail forcé augmentent.

Il est urgent pour l'UE d'adopter une réglementation d'ensemble et une politique commune pour l'immigration capable d'équilibrer les intérêts des pays de départ et de ceux d'accueil afin de contribuer au développement des uns et des autres. Par exemple, une politique commune peut alléger les problèmes dus à l'évolution démographique en Europe, notamment la

diminution et le vieillissement de la population. Grâce à la migration, source d'accroissement de la mixité de la main-d'œuvre en termes d'âge et d'expérience, l'Europe peut profiter de la diversité de l'emploi pour sa productivité et sa capacité d'innovation.

Il faut promouvoir l'intégration des migrants et de leurs familles dans les pays européens, y compris par la formation professionnelle et par l'enseignement des langues locales. On doit mettre fin à la discrimination et à l'exploitation des migrants, notamment par des contrôles appropriés, qu'il s'agisse de migrants en situation légale ou illégale. Ils doivent être intégrés dans le système de sécurité sociale. D'un autre côté, il faut garantir la protection des travailleurs nationaux contre les risques de sous-rémunération et d'autres conditions de travail inférieures suscités par l'emploi de migrants.

26.5.2008 Document préparé par un groupe de militants eurosocialistes à Genève sous la direction de Werner Sengenberger (SPD) assisté de Wouter van Ginneken (PvdA).